

L'Association cubaine des Nations Unies publie une déclaration à l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des personnes

Image not found or type unknown



La Havane, 31 juillet (RHC) L'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 68/192, a décidé "de désigner le 30 juillet comme Journée mondiale contre la traite des personnes, compte tenu de la nécessité de sensibiliser à la situation des victimes de la traite des personnes et de promouvoir et protéger leurs droits". La résolution invite les différents acteurs, y compris la société civile, à célébrer cette date.

L'Association cubaine des Nations unies (ACNU), une organisation de la société civile cubaine qui regroupe 142 membres collectifs et plus de 320 membres individuels, également unis dans la défense des objectifs et des principes consacrés par la Charte des Nations unies et les normes du droit international, se joint à cette commémoration qui vise à rendre visible et à affronter l'un des problèmes les plus graves auxquels est confrontée la communauté internationale.

Comme le reconnaît la résolution susmentionnée, "la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, constitue un crime et une grave menace pour la dignité humaine et l'intégrité physique, les droits de l'homme et le développement".

Malgré les appels à l'éradication de ce fléau, les conditions qui contribuent à son développement restent en place et s'aggravent. La pandémie de COVID-19 a aggravé et mis en évidence les inégalités économiques et sociales systémiques à différents niveaux, qui figurent parmi les causes sous-jacentes de la traite des êtres humains. L'ordre économique international injuste qui prévaut, les crises de toutes sortes, les guerres, les conflits et le changement climatique font également partie des causes favorables. L'Association cubaine pour les Nations unies s'associe à la campagne mondiale contre la traite des êtres humains 2023, dont le thème est "Atteindre toutes les personnes victimes de la traite, ne laisser personne de côté". Elle réaffirme que la lutte contre ce fléau contribue à la réalisation des objectifs de développement durable, qui appellent également à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, à combattre la criminalité organisée et à éradiquer le travail forcé, la maltraitance, l'exploitation et la violence à l'égard des enfants.

Le HCR, avec d'autres organisations de la société civile cubaine, participe activement à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques qui renforcent la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains et les crimes qui y sont liés. Dans ce contexte, sa participation à la mise à jour du Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la traite des personnes et la protection des victimes (2022-2024), un outil fondamental dans l'action coordonnée entre l'État et les organisations de la société civile cubaine pour lutter contre ce crime grave, est digne d'intérêt.

Le HCR reconnaît et soutient la politique nationale de "tolérance zéro" à l'égard de toute forme de traite des êtres humains, en pleine conformité avec la lettre et l'esprit des résolutions des Nations unies sur cette question. Il salue également les excellentes performances du pays en matière de prévention, de lutte et de protection des victimes, telles qu'approuvées par les Nations unies et d'autres organisations internationales.

Cuba jouit également d'un prestige mérité dans ce domaine, grâce à l'action combinée des différents acteurs nationaux, y compris les organisations de la société civile. C'est pourquoi nous rejetons, dénonçons et condamnons les maladresses politiques de l'administration américaine qui cherchent à la discréditer sur cette question sensible. Les références impudentes et grotesques à notre pays contenues dans la dernière.

Elles s'inscrivent dans le cadre de la guerre hybride menée contre la nation cubaine et démontrent une fois de plus la tentative désespérée et vaine de l'administration américaine de saper le soutien et l'autorité morale dont jouissent Cuba, sa population, ses institutions et les organisations de la société civile au niveau international.

Le HCR, en ratifiant son engagement à poursuivre la lutte contre ce fléau et en soutenant la politique de tolérance zéro au niveau national, se joint à l'appel des Nations unies à la communauté internationale

pour évaluer et améliorer les efforts visant à renforcer la prévention, à identifier et à soutenir les victimes, et à mettre fin à l'impunité (extrait d'ACN).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/329972-lasociacion-cubaine-des-nations-unies-publie-une-declaration-a-loccasion-de-la-journee-mondiale-contre-la-traite-des-personnes>



Radio Habana Cuba